

Créer des emplois, combattre le chômage

Conférence de Philippe HERZOG 13 Janvier 98

Ce serait présomptueux de vouloir résumer en quelques lignes la conférence de Philippe HERZOG tant elle fut riche d'informations, pleines d'interrogations mais aussi de propositions. Des propos souvent novateurs n'ont pas manqué d'interpeller un public venu nombreux et qui a manifesté tout son intérêt dans un débat animé.

D'emblée Philippe HERZOG a souligné la gravité extrême de la situation (7 millions de chômeurs ou sous-employés en France), à laquelle on ne peut porter remède avec quelques mesures conjoncturelles en attendant qu'une situation normale de plein emploi se rétablisse. Car c'est une véritable mutation sociétale qui est en cours et qui appelle des changements radicaux, en profondeur dans tous les domaines de la vie publique. Il a évidemment balayé toutes les idées et solutions faciles qui courent les médias, si ce ne sont certains courants de pensée, pour appeler tout un chacun à reconsidérer même certaines des certitudes les mieux établies. La France a pris un énorme retard en reculant sans arrêt devant les réformes de grande ampleur dont elle ne pourra pas faire l'économie. Quelques thèmes clés sont apparus :

Repenser le travail

La notion même de travail est à repenser complètement pour la situer dans l'ensemble des activités humaines. Sa disparition totale n'est pas pour demain, heureusement, car il est non seulement revenu mais aussi identité et reconnaissance sociale. Il ne faut pas démissionner devant la création d'emplois (2/3 des emplois créés aux États-Unis sont qualifiés, mais on a sacrifié la solidarité et le lien social) et explorer les possibilités du "Tiers secteur".

Ce ne sera certes plus le même travail avec une seule et première qualification à vie dans une même entreprise; il sera de plus en plus travail hautement qualifié, exigeant formation continue, reconversions et mobilité. Cette mobilité nécessitera des mesures garantissant la sécurité, ce qui ne se réalisera que si les travailleurs eux-mêmes sont associés à la gestion de l'entreprise. Enfin une durée de travail réduite devrait permettre un nouvel équilibre entre travail professionnel et autres fonctions : famille, loisirs, mais aussi participation à la vie associative et publique qui seront alors d'autres modalités d'insertion sociale.

Réformer en profondeur les structures économiques, politiques et sociales

La culture française a évacué trop longtemps le problème de la cogestion et de la décentralisation effective des pouvoirs. Il faut dans tous les domaines rapprocher les pouvoirs de décision du terrain en y associant tous les partenaires concernés et en cassant le pouvoir trop exclusif des experts.

En particulier l'entreprise devrait être reconnue en droit comme une collectivité d'hommes qui crée des richesses.

Enfin la liaison recherche - innovation - production requiert des pôles de décision où devraient être étroitement associés pouvoirs publics, entreprises, banques, syndicats, usagers, acteurs sociaux et associatifs.

Instaurer une démocratie participative

Notre démocratie fonctionne par un système excessif de délégation de pouvoir ; nos organisations, qu'elles soient publiques ou privées tiennent encore largement du pouvoir monarchique. Il faut qu'à tous les échelons et dans tous les domaines, travailleurs et usagers participent aux décisions afin que l'intérêt de tous prime sur

l'intérêt de quelques-uns. Il faut que chaque citoyen puisse prendre une part active dans les décisions qui concernent la vie de la cité, que ce soit dans les quartiers, à l'école, dans l'entreprise, dans toutes les instances de la vie publique.

La Formation, un enjeu fondamental

Une telle implication de tous les citoyens dans la vie publique nécessite une profonde réforme du système de formation. Notre système éducatif ne pourra plus être conçu comme dispensateur d'une formation uniquement initiale ; aujourd'hui la moitié des travailleurs français n'ont plus la qualification requise. La formation devra faire partie intégrante de toute vie professionnelle et l'alternance travail / formation devenir une réalité ; déjà la société française génère de l'exclusion par le savoir. La gestion même du système éducatif devra associer pouvoirs publics, formateurs, usagers, entreprises et tous les acteurs de vie publique concernés.

Bien entendu les voies ainsi tracées ne sont pas sans embûches !

Comment mobiliser, à tous les échelons, une population pour la défense de l'intérêt général, alors que de trop longues pratiques l'ont habituée à la délégation de pouvoir et au repli sur la sphère privée ?

Comment dépasser les relations nécessairement conflictuelles que génèrent des intérêts souvent, sinon toujours antagonistes ?

Enfin on ne pourra pas évacuer le débat sur le sens même du développement économique : est-il seulement possible de préconiser une consommation illimitée sans se soucier d'une gestion raisonnable des ressources de la planète et d'un partage équitable des richesses entre tous les hommes de cette terre ?

L'important, a conclu Philippe HERZOG, est sans doute déjà dans le débat, car c'est aussi une mutation culturelle qu'il faudra entreprendre.

ESPACES DIALOGUES est prêt à s'y engager : que tous ceux qui sont intéressés se fassent connaître.

Notes de **Liliane HAMM**
Secrétaire d'Espaces Dialogues

13 Janvier 1998 L N°04

Réf. : Société